

#enjeux

Jean-Paul Marthoz Journaliste et essayiste

Liberté de la presse, le canari dans la mine

La lumière du printemps hésite encore à se poser tendrement sur Pérouse, en Ombrie. Dans les rues du centre-ville, entre les bâtiments majestueux aux façades ocre, des dizaines d'hommes et de femmes se pressent, s'agitent. Ils sont tous « badgés » et portent des sacs en bandoulière remplis de journaux, d'ordinateurs et de carnets de notes.

Bienvenue au Festival international du journalisme, le rendez-vous le plus célèbre et le plus couru de la profession. Cinq jours de rencontre, 300 conférences et débats, 700 orateurs. Un torrent de mots et d'images... entre un Prosecco au bar de l'hôtel Brufani, des pâtes à la truffe près de la Fontana Maggiore, une crème glacée à la pistache sur la Piazza Italia et une escapade à Orvieto.

Les mots qui annoncent les tables rondes n'ont, pourtant, rien d'estival : migrations, violences sexuelles, surveillance, guerre, ligne de front, extrême droite. Trois semaines avant la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai prochain, le Festival de Pérouse donne le ton. Sur une note grave.

Un peu partout, les normes de civilité se relâchent et les politiciens populistes se lâchent

Cette année, le Mexique, l'un des pays les plus dangereux au monde pour la presse, est de nouveau à l'affiche, avec un titre sans équivoque : « *Si tu écris, tu meurs.* » La crise des Rohingyas en Birmanie et la guerre sans fin en Syrie font bien sûr l'actu. Mais il n'y est plus seulement question de pays autoritaires exotiques dans lesquels, par définition, le journalisme est traqué, voire interdit. L'Europe, la vieille et placide Europe, est elle aussi au programme. Pour des assassinats de journalistes : Daphne Caruana Galizia, tuée dans sa voiture piégée à Malte, Jan Kuciak, exécuté avec sa fiancée en Slovaquie. En Italie, selon Ossigeno per l'informazione, plus de soixante journalistes auraient déjà été menacés cette année par le crime organisé. Mercredi, sur la scène de la Sala del Dottorato de l'université, quatre

journalistes italiens sont venus témoigner. Deux vivent sous protection policière.

Au début de cette semaine, au lendemain de la victoire du très « illibéral » Viktor Orban en Hongrie, une délégation du Comité de protection des journalistes, menée par la journaliste américano-hongroise Kati Marton, est venue rappeler à l'Union européenne que la liberté de la presse est comme le canari dans la mine. Son évanouissement annonce le coup de grisou.

Un peu partout, en effet, les normes de civilité se relâchent et les politiciens populistes se lâchent. « *Vous faites un métier de merde* », tonne Jean-Luc Mélenchon à l'adresse des journalistes couvrant la grève de la SNCF. « *Journalistes, pressestituées* », scandé, sexiste, l'extrême droite. « *Les journalistes sont des bâtards, il faut tous les assassiner* », lance Alessandro Battista, le numéro 3 du Mouvement 5 Etoiles du (si peu) « comique » Beppe Grillo.

Les mots, pourtant, ont des conséquences. Dans les manifestations, les journalistes sont de plus en plus ciblés par des voyous cagoulés. Les harcèlements sur les réseaux sociaux sont de plus en plus toxiques, notamment à l'encontre des femmes journalistes. Les espaces de liberté se rétrécissent. La plupart des gouvernements, comme la France d'Emmanuel Macron, cadent leurs politiques de communication. D'autres, comme l'Espagne, imposent des lois « bâillon ».

Les harcèlements sur les réseaux sociaux sont de plus en plus toxiques, notamment à l'encontre des femmes journalistes

En France, le service d'ordre de la SNCF interdit aux journalistes de filmer dans les gares en grève, sauf s'ils sont accompagnés d'un agent de l'entreprise. Partout, des porte-parole gominés servent d'écrans pour des directions qui se défont de leurs responsabilités. Le plus souvent, les pouvoirs refusent de répondre aux questions dérangeantes des journalistes comme s'ils étaient les propriétaires privés d'infor-

mations d'intérêt public.

Dans de nombreux pays, des groupes d'affaires actifs dans des secteurs très éloignés de la presse imposent leurs

règles aux médias qu'ils contrôlent. Le phénomène est devenu si envahissant que le site Open Democracy, Index on Censorship, le King's College de Londres et la Fédération européenne des journalistes ont lancé, en novembre dernier, la campagne OpenMedia pour surveiller les conflits d'intérêts et les intrusions des groupes économiques dans l'information.

Europe, États-Unis, Canada : tous ces pays vertueux financent un peu partout dans le monde des programmes d'appui à la liberté de la presse. Parfois sincèrement, par idéal démocratique, parfois aussi dans le cadre plus tordu de « la guerre politique moderne » que se livrent les grandes puissances et les groupes non étatiques (dont les terroristes), comme le rappelait récemment un volumineux rapport de la Rand Corporation.

Les démocraties, toutefois, ne peuvent prêcher que par l'exemple. Lorsque Donald Trump accuse le *New York Times* de « fake news », il permet à

l'Égypte de fermer, pour « fausses nouvelles », un site impertinent qui reproduit un article de ce journal évoquant les irrégularités de la récente élection présidentielle. Quand la France adopte une « loi mal ficelée » sur les secrets des affaires, quand l'Allemagne « cafouille » dans sa réglementation d'Internet, quand la Grande-Bretagne renforce « de manière inconsidérée » les prérogatives de ses « grandes oreilles », ces pays, clament les associations internationales de journalistes, font le jeu des Poutine, des Erdogan et des Xi Jinping, dont ils aiment pourtant tellement se démarquer.

En Europe occidentale, rien d'irréparable n'a encore été commis. Mais l'année prochaine, tous ces dirigeants un peu crispés devraient venir à Pérouse. Pour réapprendre, entre un Prosecco, des pâtes à la truffe, une crème glacée à la pistache et une escapade à Orvieto, que la presse, et surtout la presse qui les dérange, sert la démocratie qu'ils prétendent défendre. ■